

FARGUES DE LANGON



COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 11 AVRIL 2017

PRESENT(E) S : M. AUGÉY, Maire, M. RONCOLI, BERNARD, Mmes CABANNES, AUGÉY, POMMAT, Adjoint, Mmes BIRAGUE, DUCOS M., DUCOS P., GACHES-PEDUCASSE, M. DUBAQUIER, GERARD, LECOURT, MERINO, SALA, Conseillers Municipaux.

ABSENTS EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION : M. BLANCHARD, Conseiller Municipal à M. BERNARD, Maire-Adjoint ; M. BONNAL, Conseiller Municipal à M. RONCOLI, Maire-Adjoint.

ABSENTS EXCUSES : Mmes LEGLISE, XUEREB, Conseillères Municipales.

Monsieur DUBAQUIER Benoît est élu secrétaire de séance.

Avant toute délibération, M. Pierre AUGÉY, Maire demande l'ajout à l'ordre du jour de trois délibérations ci-dessous mentionnées :

- *Délibération 2017-15 : motion pour le retrait des articles 64 et 66 de la Loi NOTRe concernant le transfert de la compétence « eau » et « assainissement » aux établissements publics de coopération intercommunale.*
- *Délibération 2017-16 : motion de soutien au Maire de Tarnos*
- *Délibération 2017-17 : décision de préemption du local de la boulangerie de Fargues aux conditions financières différentes de celles de la déclaration d'intention d'aliéner n° 3316417A0001 du 17 février 2017 - Maître RASSAT, Notaire à Langon.*

Après consultation et accord du Conseil Municipal, le Maire informe que ces sujets seront délibérés en dernier.

Le compte-rendu du Conseil Municipal précédent est adopté à l'unanimité des membres présents.

ORDRE DU JOUR

COMPTES ADMINISTRATIFS 2016 - COMPTES DE GESTION 2016

Monsieur le Maire présente toutes les écritures comptables pour l'année 2016 qui font ressortir les résultats suivants :

C.A. BUDGET COMMUNAL – DELIB. 2017-05 :

- section fonctionnement :
 - o dépenses : 964 620.11€
 - o recettes : 963 961.58 €
 - o excédent reporté (2015) : 226 429.27 €
 - o résultat de l'exercice : 225 770.74 €Soit un résultat définitif en excédent de : 225 770.74 €

- section investissement :
 - o dépenses : 65 384.29 €
 - o recettes : 100 644.95 €
 - o excédent reporté (2015) : 175 929.76 €
 - o résultat de l'exercice : 211 190.42 €
 - o restes à réaliser en dépenses : 190 000.00 €Soit un résultat définitif en excédent de : 246 961.16 €

C.A. BUDGET ZONE INDUSTRIELLE – DELIB. 2016-07 :

- section fonctionnement :
 - o dépenses : 1 201 718.68 €
 - o recettes : 1 040 595.53 €
 - o excédent reporté (2014) : 161 123,15 €
 - o résultat de l'exercice : 0,00 €Soit un résultat définitif en excédent de : 0 €

- section d'investissement :
 - o dépenses : 942 682.46 €
 - o recettes : 1 171 005.96 €
 - o déficit reporté : 458 539.92 €
 - o résultat de l'exercice : - 230 216.42 €Soit un résultat définitif en déficit de : - 230 216.42 €

Monsieur le Maire, après avoir confirmé la similitude des comptes des budgets 2016 de la commune et des zones industrielles avec ceux de Madame la Trésorière Principale, cède la présidence à Monsieur BERNARD, Maire-Adjoint qui fait procéder à l'approbation des Comptes Administratifs 2016 après que Monsieur le Maire se soit retiré de la séance. Comptes approuvés à l'unanimité des membres présents.

DELIB. n° 2017-07 : AFFECTATION DU RESULTAT – BUDGET COMMUNAL

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de Monsieur AUGÉY, Maire, après avoir examiné le Compte Administratif 2016, statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2016, constatant que le Compte Administratif fait apparaître un excédent de fonctionnement de 225 770.74 € décide d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

- Résultat de l'exercice : - 658.53 €
- Résultats antérieurs reportés : 226 429.27 €
- Affectation du résultat : 225 770.74 €
 - o Report en fonctionnement R002 : 225 770.74 €

DELIB. n° 2017-08 : VOTE DES TAUX DES TAXES LOCALES.

Vu le Code Général des Impôts et notamment les articles 1379 ; 1407 et suivants ainsi que l'article 1636 B *sexies* relatifs aux impôts locaux et au vote des taux d'imposition ;

Vu le budget principal 2017, équilibré en section fonctionnement dépenses et recettes pour un montant de 1 168 027.82 € par un produit fiscal attendu de 470 444 € ;

Le Conseil Municipal,

ARTICLE 1^{er} : décide d'augmenter les taux d'imposition par rapport à 2016 par l'application du coefficient de variation proportionnelle de 1,019935, soit :

- Taxe d'habitation : 19,48 % (contre 19,10 % en 2016)
- Taxe foncière bâtie : 16,82 % (contre 16,49 % en 2016)
- Taxe foncière non bâtie : 115,24 % (contre 112,99 % en 2016)

Ces taux s'appliquent sur la base d'imposition déterminée par les services fiscaux de l'Etat en fonction du bien immobilier.

ARTICLE 2 : précise que ces taux permettent d'assurer le produit total des impôts directs communaux finançant toutes les dépenses courantes de la commune.

ARTICLE 3 : charge Monsieur le Maire de procéder à la notification de cette délibération à l'administration fiscale.

BUDGET COMMUNAL 2017

BUDGET COMMUNAL 2017 :

Monsieur le Maire présente les travaux de la Commission Communale des Finances du Conseil Municipal.

- section fonctionnement :
 - o dépenses : 1 168 027.82 €
 - o recettes : 1 168 027.82 € (dont 470 444 € d'impôts communaux)

- section investissement :
 - o dépenses : 438 459.49 € dont :
 - Restes à réaliser 2016 : 190 000.00 €
 - Emprunt (remboursement capital) : 25 486.02 €
 - o recettes : 465 594.64 € dont :
 - Solde d'exécution 2016 : 211 190.42 €
 - affectation du résultat de fonctionnement : /

Le Conseil Municipal, Monsieur le Maire entendu a voté à l'unanimité le budget communal 2017.

BUDGET ZONES INDUSTRIELLES 2017

Monsieur le Maire présente le Budget comme suit :

- section fonctionnement :
 - o dépenses : 903 437.03 €
 - o recettes : 903 437.03 €

- section investissement :
 - o dépenses : 1 189 194.72 € dont déficit antérieur reporté (compte 001) : 230 216.42 €
 - o recettes : 1 190 105.64 €

Le Conseil Municipal, Monsieur le Maire entendu a voté à l'unanimité le budget des zones industrielles 2017.

Délib. 2017-11 : Transformation d'un prêt relais en emprunt amortissable : acquisition terrain zone artisanale de Sartre.

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal la délibération en date du 7 mars 2013 par laquelle la commune de Fargues décidait de se porter acquéreur de parcelles appartenant à des particuliers sur la zone artisanale de « Sartre », biens situés en zone NAY au POS de Fargues.

Afin de financer ce projet, Monsieur le Maire avait proposé au Conseil Municipal de réaliser un prêt relais auprès de la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes d'un montant de 120 000.00 € pour une durée de 3 ans à un taux fixe de 1,79 % l'an par délibération du 21 janvier 2015.

Le prêt relais de 120 000.00 € arrive à terme en février 2018 et afin de financer cette somme, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de transformer ce prêt relais en emprunt amortissable auprès de la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes. Ce prêt d'un montant de 120 000.00 € est réalisé pour une durée de 10 ans à un taux fixe de 1,30 % l'an.

Cet emprunt est assorti d'une commission d'engagement qui s'élève à 250.00€.

La commune de Fargues aura le droit de se libérer par anticipation de tout ou partie du montant du prêt. Si la commune effectue une cession foncière, elle aura la possibilité de rembourser le prêt par anticipation (de tout ou partie du montant) sans pénalité.

La commune s'engage à prendre à sa charge tous les impôts, droits et taxes présents et futurs, grevant et pouvant grever les produits de l'emprunt.

L'emprunteur s'engage à dégager les ressources nécessaires au paiement des échéances et autorise le Comptable du Trésor à régler à bonne date sans mandatement préalable le montant des échéances du prêt au profit de la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes.

Le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à signer le contrat de prêt au nom de la commune de Fargues et à procéder à tout acte de gestion le concernant.

Délib. 2017-12 : Indemnités du Maire et des Adjointes.

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal la délibération en date du 28 mars 2014 décidant d'allouer les indemnités du Maire et des Adjointes conformément à la circulaire NOR/INT/A/1405029C du 13 mars 2014 alors en vigueur.

Un nouveau décret n° 2017-84 du 26 janvier 2017 porte modification du décret précédent n° 82-1105 du 23 décembre 1982 faisant référence à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique, indice de référence pour le calcul du montant des indemnités du Maire et des Adjoints. Cette modification est applicable à compter du 1^{er} janvier 2017.

Le Conseil Municipal décide d'allouer, à compter du 1^{er} janvier 2017, les indemnités du Maire et des Adjoints calculée en référence de l'indice brut terminal de la fonction publique territoriale.

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2017.

Délib. 2017-13 : Adhésion agence technique départementale « Gironde ressources ».

Vu l'article L5511-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que : « Le département, des communes et des établissements publics intercommunaux peuvent créer entre eux un établissement public dénommé agence départementale. Cette agence est chargée d'apporter aux collectivités territoriales et aux établissements publics intercommunaux du département qui le demandent, une assistance d'ordre technique, juridique ou financier. »

Vu la délibération du Conseil Départemental de la Gironde en date du 14 décembre 2016 ayant pour objet d'approuver la création de cet établissement public administratif,

Vu les statuts de l'agence technique départementale dénommée « Gironde Ressources ».

Compte-tenu de l'intérêt pour la collectivité de l'existence d'une telle structure,

Le Conseil Municipal, décide :

- D'approuver les statuts de l'agence technique départementale « Gironde Ressources » ;
- D'adhérer à « Gironde Ressources » ;
- D'approuver le versement d'une cotisation dont le montant sera fixé par l'assemblée générale ;
- De désigner Monsieur Pierre AUGÉY, Maire ainsi que son suppléant Monsieur Robert RONCOLI pour siéger au sein de « Gironde Ressources » ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette décision.

Délib. 2017-14 : modification des statuts du S.I.S.S. de Langon – Mars 2017

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal du courrier reçu en Mairie le 13 mars dernier concernant la modification des statuts du Syndicat Intercommunal du Secteur Scolaire (S.I.S.S.).

L'article 1 des statuts du S.I.S.S. sont modifiés, comptant 34 communes membres au lieu de 35, suite à la fusion des communes de Castillon-de-Castets et de Castets-en-Dorthe au 1^{er} janvier 2017.

Ces statuts ainsi modifiés ont été validés en comité syndical du S.I.S.S. en date du 6 mars 2017 et il convient que les communes membres valident cette décision.

Le Conseil Municipal, approuve la modification de l'article 1 des statuts du Syndicat Intercommunal du Secteur Scolaire (S.I.S.S.).

Délib. 2017-15 : MOTION POUR LE RETRAIT DES ARTICLES 64 ET 66 DE LA LOI NOTRe CONCERNANT LE TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE EAU, ASSAINISSEMENT AUX ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE.

Monsieur le maire informe les membres du conseil municipal que les articles L 5214-16 et L 5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, issus des articles 64 et 66 de la Loi 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république (NOTRe), attribuant à titre obligatoire les compétences <eau> et <assainissement > aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération à compter du 1er Janvier 2020. Cette échéance est applicable à toutes les communautés de communes et à toutes les communautés d'agglomération, qu'il s'agisse d'établissements publics de coopération intercommunale existants à la date de publication de la loi NOTRe ou d'établissements publics de coopération intercommunale issus d'une création ou d'une fusion intervenue après la publication de la loi.

Monsieur le Maire précise que les communautés de communes et les communautés d'agglomération peuvent prendre les compétences < eau, assainissement collectif, assainissement individuel et gestion des eaux pluviales > de façon optionnelle au 1er Janvier 2018.

Ce transfert de compétences des communes aux établissements publics de coopération intercommunale a été décidé une nouvelle fois sans concertation des élus et ce en totale contradiction avec l'article 72 de la constitution de 1958 qui définit les termes de la libre administration des collectivités territoriales.

Le transfert des compétences <eau, assainissement collectif, assainissement individuel, gestion des eaux pluviales > entraînera sans nul doute :

- une augmentation des tarifs de l'eau et d'assainissement pour les abonnés
- la disparition d'un service de proximité de qualité doté d'une grande rapidité d'intervention
- une perte de décision des élus communaux pour la gestion de ce service sur leur commune
- une moindre maintenance, plus curative que préventive

Sur proposition de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré le conseil municipal décide d'approuver la motion demandant le retrait des articles 64 et 66 de la loi NOTRe instituant le transfert des compétences eau, assainissement aux établissements publics de coopération intercommunale.

Délib. 2017-16 : Motion de soutien au Maire de TARNOS.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal de la lettre qu'il a reçue de l'Association Nationale des Elus Communistes et Républicains apportant leur soutien au Maire de Tarnos dans les termes suivants :

« Le 12 avril prochain, notre collègue et camarade maire de Tarnos (Landes) est convoqué devant le tribunal administratif de Pau.

Son « crime » : avoir refusé d'obéir à l'injonction du Préfet des Landes de retirer la banderole posée sur la façade de l'Hôtel de Ville pour dénoncer la baisse des dotations de l'Etat à sa collectivité et les conséquences pour la population.

Cette décision est inique.

C'est le volé et non le voleur qui est poursuivi.

Non content d'étrangler financièrement les communes, l'Etat –par la voix du Préfet- cherche désormais à bâillonner ».

L'Association nationale des élus communistes et républicains n'a cessé de dénoncer ces dernières années le gel puis la baisse des dotations aux collectivités.

Ce sont plus de 20 milliards d'euros en cumulé ces 4 dernières années qui n'ont pas été versés.

Ce sont autant de services à la population, autant d'investissements de constructions et d'entretien qui n'ont pas eu lieu.

Cette saignée sans précédent est condamnée par l'ensemble des associations d'élus.

Ainsi, le 20 septembre 2016, l'Associations des Maires de France invitait l'ensemble des maires à des actions dans toutes les communes pour dénoncer cette baisse inédite.

Aujourd'hui, l'Etat reproche à notre ami Jean-Marc LESPADÉ, d'avoir affiché sur le fronton de sa mairie ce que des milliers d'élus de toutes sensibilités et des millions de nos concitoyens refusent : l'assèchement progressif des ressources communales, prélude à une disparition programmée de nos services publics locaux.

Cette injonction préfectorale s'apparente à un excès de zèle inacceptable.

L'Association nationale des élus communistes et républicains apporte au Maire de Tarnos, à sa majorité municipale et à l'ensemble de la population de la commune tout son soutien.

Une délégation de l'ANECR sera présente le 12 avril à Pau pour exprimer toute notre solidarité et notre indignation. »

Monsieur le Maire propose aux élus de s'associer à l'ANECR afin d'apporter son soutien à Monsieur Jean-Marc LESPADÉ, Maire de Tarnos ainsi qu'à son Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal décide d'apporter son soutien à Monsieur le Maire de Tarnos ainsi qu'à son Conseil Municipal.

Délib. 2017-17 : décision de préemption du local de la boulangerie de Fargues aux conditions financières différentes de celles de la déclaration d'intention d'aliéner n° 3316417A0001 du 17 février 2017 - Maître RASSAT, Notaire à Langon.

Vu l'article L.2221-22 du Code des Collectivités territoriales ;

Vu les articles L.210-1, L.213-3, L.300-1, L.213-1 et suivants du Code de l'Urbanisme ;

Vu la délibération en date du 28 mars 2014 portant attribution des délégations au Maire pendant la durée de son mandat ;

Vu la délibération en date du 16 janvier 1989 instituant le droit de préemption urbain sur les zones U et NA au Plan d'Occupation des Sols de Fargues approuvé le 2 juillet 1985 ;

Vu la déclaration d'intention d'aliéner reçue le 17 février 2017 relative au bien sis 4, route du Stade (boulangerie) appartenant à la Société Civile

« Boulangerie Coopérative Farguaise », cadastrée section D 678 et D 683 au prix de 95 000.00 € ;

Considérant que Fargues, commune de 1 600 habitants ne compte que quatre logements sociaux locatifs au Bourg de la commune, le Conseil Municipal souhaite étoffer et conforter sa capacité d'accueil en logements sociaux en centre Bourg, conformément à la loi ALUR ;

Le Conseil Municipal,
Le Maire entendu, à l'unanimité des membres présents,

DECIDE

Article 1 : de préempter le bien situé : 4, route du Stade (boulangerie) appartenant à la Société Civile « Boulangerie Coopérative Farguaise », cadastrée section D 678 (en zone UB) et D 683 (en zone INA) aux conditions financières suivantes ; à savoir une offre de prix de 50 000.00 €, compte-tenu de la vétusté des bâtiments existants.

Article 2 : conformément à l'article R.213-10 du Code de l'Urbanisme, le vendeur dispose de deux mois à compter de la réception de la présente offre pour faire connaître par lettre recommandée avec accusé de réception comportant l'une des modalités suivantes :

- Soit qu'il accepte le prix proposé. Dans ce cas, la vente au profit de la commune de Fargues est définitive. Elle sera ensuite régularisée conformément aux dispositions de l'article R.213-12 du Code de l'Urbanisme, et, il sera dressé un acte authentique dans un délai de trois mois à compter de cet accord ;
- Soit qu'il maintient le prix figurant dans la déclaration d'intention d'aliéner. Dans ce cas, conformément aux dispositions de l'article L.213-4 du Code de l'Urbanisme, la commune de Fargues se réserve la possibilité de faire fixer la valeur du bien par la juridiction compétente en matière d'expropriation ;
- Soit qu'il renonce à l'aliénation de son bien. Dans ce cas, il sera tenu de déposer une déclaration d'intention d'aliéner lors de la prochaine vente. Le silence du propriétaire dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente offre équivaut à renonciation d'aliéner.

Article 3 : dit que cette décision sera notifiée à Maître RASSAT, Notaire à Langon, en sa qualité de mandataire pour cette transaction.

QUESTIONS DIVERSES

- BILAN DU RECENSEMENT DE LA POPULATION 2017 : Monsieur Pierre AUGÉY, Maire, fait le bilan du recensement de la population qui s'est déroulé du 19 janvier au 18 février 2017. Trois agents recenseurs ont visité toutes les habitations de la commune afin de rencontrer la population pour effectuer les démarches nécessaires au bon

déroulement du recensement. Cette année, le recensement pouvait s'effectuer par internet, et 48 % des habitants ont fait la démarche par ce biais-là. Le Conseil Municipal remercie les agents recenseurs pour leur travail dévoué. Les premiers chiffres font apparaître que la commune de Fargues compte 749 logements dont 39 sont vacants et 17 sont secondaires. La population totale est de 1642 habitants. L'INSEE va nous communiquer les chiffres affinés d'ici la fin de l'année 2017.

- **COMPTE-RENDU CONSEIL D'ECOLE** : Madame POMMAT Christine fait le compte-rendu du Conseil d'école qui s'est tenu le 15 mars 2017. A l'ordre du jour, le compte-rendu des activités et des programmes pour le second trimestre scolaire mais également la prévision des effectifs pour l'année 2017/2018. A ce jour, 186 enfants sont inscrits ce qui représente 27 élèves par classe.
- **COLLECTIF AL QARARA** : Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que Monsieur Ibrahim KASHAN, écrivain, conteur, résistant Palestinien a effectué une mission d'une dizaine de jours en France. Le jeudi 23 mars, Ibrahim KASHAN est venu raconter aux enfants de l'école de Fargues des contes qu'il a écrits ; les échanges ont été riches en découvertes et en émotions. Puis une visite chez Monsieur Bernard OYASSON, apiculteur a été programmée avant de clôturer cette journée par un apéritif dînatoire ouvert à tous, à la mairie.
- **PERMANENCES ELECTION PRESIDENTIELLE** : Monsieur Pierre AUGÉY, Maire finalise en présence des élus les permanences pour l'élection Présidentielle qui se dérouleront les dimanches 23 avril et 7 mai prochains pour la tenue du bureau de vote.
- **CEREMONIE DU 8 MAI** : Monsieur le Maire informe les élus que la cérémonie du 8 mai se déroulera à 10 heures 30 au Monument aux Morts. Le rendez-vous est donné à 10 heures 15 devant l'école.
- **JOURNEE ENVIRONNEMENT** : Madame Sandrine AUGÉY, Maire-Adjoint informe le Conseil Municipal que le lundi 8 mai, rendez-vous est donné aux bonnes volontés sur le site de « Garbay » pour le nettoyer.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 0 heure.